

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Informatics Professional Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation 24062-130163/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client 24062-130163	Date 2014-02-04
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-633-26822	
File No. - N° de dossier 633el.24062-130163	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-03-03	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Mentor, Michel	Buyer Id - Id de l'acheteur 633el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0230 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION N° 002 À LA DEMANDE DE SOUMISSIONS
DP n° 24062-130163/A

La modification n° 2 suivante vise à répondre à plusieurs questions posées par d'éventuels soumissionnaires.

Q1 En ce qui concerne les critères d'évaluation obligatoires et cotés pour l'évaluation organisationnelle O1/C1, le terme « grande entreprise hétérogène » désigne une organisation œuvrant sur de nombreux sites (plus de 20) à l'échelle nationale ou internationale et dotée de vastes effectifs (plus de 75 000 employés) travaillant à offrir une gamme variée de services et de produits (plus de 10) applicables au « lot de travaux 1 ».

Pour obtenir le nombre minimal de points requis pour les critères cotés pour l'évaluation organisationnelle, chacun des trois (3) projets cités en référence du soumissionnaire doit satisfaire à cette exigence pour le lot de travaux 1.

La définition de « grande entreprise hétérogène » limite les références de clients pour le gouvernement fédéral au ministère de la Défense nationale jumelé aux Forces canadiennes (MDN/FC).

L'État pourrait-il envisager d'utiliser une définition moins restrictive du terme « grande entreprise hétérogène » qui n'est pas fondée sur le nombre d'employés et les lieux géographiques, mais plutôt sur le nombre d'appareils et la complexité de l'environnement technique du lot de travaux?

R1 *L'État n'étudiera pas la possibilité d'utiliser une définition moins restrictive du terme « grande entreprise hétérogène », puisque le gouvernement du Canada est une grande organisation hétérogène. Pour cette raison, le soumissionnaire satisferait à ce critère s'il citait en référence comme client un ministère ou un organisme du gouvernement du Canada.*

Q2 En ce qui concerne le critère obligatoire pour l'évaluation des ressources O2, toutes les catégories de ressources doivent avoir fourni des services professionnels à au moins une « grande entreprise hétérogène », laquelle est définie comme une organisation œuvrant sur de nombreux sites (plus de 20) à l'échelle nationale ou internationale et dotée de vastes effectifs (plus de 75 000 employés) travaillant à offrir une gamme variée de services et de produits (plus de 10).

De plus, selon les critères cotés pour l'évaluation des ressources C1, C2 et C4, les ressources doivent avoir accumulé de l'expérience au sein de grandes entreprises hétérogènes pour obtenir des points.

La définition de « grande entreprise hétérogène » limite les références de clients pour le gouvernement fédéral au ministère de la Défense nationale ainsi qu'aux Forces canadiennes (MDN/CF).

L'État pourrait-il envisager d'utiliser une définition moins restrictive du terme « grande entreprise hétérogène » qui n'est pas fondée sur le nombre d'employés et les lieux géographiques, mais plutôt sur le nombre d'appareils et la complexité de l'environnement technique pour les critères d'évaluation des ressources O2, C1, C2 et C4?

R2 Voir la réponse **R1**.

Q3 Dans le cas des exigences selon lesquelles l'expérience doit avoir été accumulée au cours d'une certaine période : « Architecte WEB niveau 2 – O1 – La ressource proposée doit avoir accumulé au moins (60) mois d'expérience attestée à titre d'architecte WEB au cours des quatre-vingt seize (96) derniers mois. » Aux fins de calcul de la durée de l'expérience, veuillez confirmer que cette période est calculée à partir de la date de la demande de soumissions.

R3 La période précisée est calculée à partir de la date de clôture de la demande de soumissions.

Q4 Nous jugeons que la définition de « grande entreprise hétérogène » qui se trouve à la pièce jointe B – Critères d'évaluation des soumissions de la DP est très restrictive et qu'elle empêchera de nombreux fournisseurs de présenter une soumission en réponse à la DP, ce qui aura pour effet que le processus ne sera pas concurrentiel. Au Canada, on ne compte presque aucune entreprise ayant plus de 75 000 employés (même Nortel à son apogée, lorsqu'elle était l'entreprise ayant la plus grande valeur au Canada, comptait uniquement 60 000 employés). À la lumière de ce fait, du nombre d'employés du Conseil du Trésor (le client) et de la valeur pour engager des experts-conseils ayant de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, nous vous prions de modifier cette définition comme suit :

« Grande entreprise hétérogène : Organisation œuvrant sur de nombreux sites à l'échelle nationale ou internationale et dotée de vastes effectifs (plus de 5 000 employés) travaillant à offrir une gamme variée de services et de produits. »

R4 Voir la réponse **R1**.

- Q5** Cette question porte sur le critère obligation d'évaluation des ressources O1 applicable à toutes les catégories de ressources. Étant donné qu'il est mentionné à la page 14 de 59 de la partie 2 de 2 de la DP, au point (v) que : « Une même personne peut être proposée dans plus d'une catégorie de ressources », si nous proposons la même personne dans les catégories « Architecte de technologie » et « Architecte-conseil de l'organisation »; étant donné que le critère O1 précise « expérience à titre d'architecte de technologie au cours des ... » et « expérience à titre d'architecte-conseil de l'organisation au cours des.... », si nous citons en référence les mêmes projets pour les deux rôles, est-ce que les évaluateurs compteront uniquement la moitié de l'expérience des projets ou est-ce que l'État comptera la totalité de la durée tant que la ressource assumait les tâches requises pour chaque rôle dans le cadre du projet? Étant donné que l'expérience doit avoir été acquise au cours d'un nombre de mois précis, nous demandons à l'État de confirmer le dernier point.
- R5** *Il incombe au soumissionnaire de préciser clairement la durée pendant laquelle la ressource a assuré la prestation des services de chaque catégorie et niveau dans le cadre de chaque projet cité. En réponse à l'exemple fourni, le soumissionnaire doit montrer combien de mois la ressource a agi à titre d'architecte de technologie dans le cadre du projet et combien de mois elle a agi à titre d'architecte-conseil de l'organisation dans le cadre du projet.*
- Q6** Au critère obligatoire pour l'évaluation organisationnelle O1, on indique « Au moins un des projets doit avoir été entrepris au cours des vingt-quatre (24) derniers mois. ». En raison de la nature des projets de transformation des TI qui sont d'envergure et qui s'échelonnent souvent sur de nombreuses années, nous prions le Conseil du Trésor de prolonger cette période pour qu'elle soit « au cours des soixante (60) derniers mois ». Cette modification aiderait à assurer un processus plus concurrentiel et à garantir que les soumissionnaires qui prennent part à des initiatives pluriannuelles de transformation pertinentes ne soient pas exclus étant donné que l'exigence selon laquelle « le soumissionnaire doit avoir accumulé une expérience acceptable et avoir été largement mobilisé pendant 9 mois au cours d'une période de 24 mois » est très restrictive.
- R6** *L'État accepte de modifier la formulation comme suit : « Le soumissionnaire doit avoir été largement mobilisé par au moins un des projets au cours des vingt-quatre (24) derniers mois. »*
- Q7** Concernant le point 1.0 Critères obligatoires pour l'évaluation organisationnelle, O1., 3. selon lequel le soumissionnaire doit avoir été largement mobilisé par le projet (pages 2 et 3 de la pièce jointe B) – veuillez confirmer si cela signifie que le soumissionnaire a fourni un architecte, un analyste fonctionnel PGI ou un consultant en RO pour le projet pendant au moins 9 mois tout au long des étapes de conception, d'analyse et de l'élaboration.

R7 *À titre de précision, le soumissionnaire a fourni un architecte, un analyste fonctionnel PGI et un conseiller en RO **à temps plein dans le cadre** du projet pendant au moins 9 mois tout au long des étapes de conception, d'analyse et d'élaboration.*

Q8 Y a-t-il à l'heure actuelle ou y a-t-il eu au cours des 12 derniers mois des ressources qui ont fourni ces services ou des services similaires? Le cas échéant, veuillez indiquer le nom des entreprises, la durée des contrats et leur valeur en dollars.

R8 *Oui, CGI a fourni des services similaires au cours des 12 derniers mois. La durée du contrat est d'avril 2011 à mars 2014. La valeur est de \$1,770,000.*

Q9 Dans les critères obligatoires pour l'évaluation organisationnelle, on peut lire ce qui suit au critère O1 :
« Le soumissionnaire doit fournir des renseignements sur trois projets dans le cadre desquels il a fourni les services de ressources professionnelles telles que des concepteurs et architectes (organisation, affaires, information, applications, technologie, transformation des affaires ou Web), des analystes fonctionnels PGI ou des conseillers en RO... »

Est-ce que cette exigence signifie que :

1. Pour chaque projet cité en référence, le soumissionnaire doit avoir fourni un architecte ET un analyste fonctionnel PGI ET un conseiller en RO, c'est-à-dire, que les trois types de ressources ont été fournis dans le cadre de chacun des trois projets?
2. Pour chaque projet cité en référence, le soumissionnaire doit avoir fourni un architecte OU un analyste fonctionnel PGI OU un conseiller en RO, c'est-à-dire, que les projets cités en référence peuvent comprendre seulement l'une de ces catégories de personnel?

R9 *Pour chaque projet cité en référence, le soumissionnaire doit avoir fourni un architecte (organisation, affaires, information, applications, technologie, transformation des affaires ou Web) OU un analyste fonctionnel PGI OU un conseiller en RO.*

Oui, les projets cités en référence peuvent comprendre uniquement l'une des catégories d'architecte ou un analyste fonctionnel PGI ou un conseiller en RO.

Q10 **À la section 3.2 de la section 1 : soumission technique, la DP mentionne à la page 14 de 59 :**

vi) **Coordonnées de personnes-ressources de clients donnés en référence** : Si le Canada le demande, le soumissionnaire doit fournir les coordonnées de clients donnés en référence qui doivent chacun confirmer les faits énoncés dans la proposition du soumissionnaire, **comme il est requis dans la pièce jointe « B »**. Pour chaque client donné en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom, et soit le

numéro de téléphone soit l'adresse courriel, d'une personne-ressource. Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse également le titre de la personne-ressource. En cas de contradiction entre les renseignements fournis par cette personne et ceux qui figurent dans la soumission, ce sont les renseignements fournis par cette personne qui seront utilisés dans le cadre de l'évaluation. Si la personne donnée en référence n'est pas disponible au moment de l'évaluation, le soumissionnaire pourra fournir les coordonnées d'une autre personne chez le même client.

Veuillez confirmer que les seules coordonnées requises dans notre soumission sont pour la section 1.0 Critères obligatoires pour l'évaluation organisationnelle dans la pièce jointe B - Critères d'évaluation des soumissions.

R10 *Les seuls renseignements demandés pour les personnes données en référence dans la Partie 3, article 3.2, Section 1 : Soumission technique concernent le point 1.0 - Critères obligatoires pour l'évaluation organisationnelle dans la pièce jointe B - Critères d'évaluation des soumissions.*

Q11 Nous ne sommes pas certains de bien comprendre la formulation particulière de la première phrase du **critère pour l'évaluation organisationnelle O1** (ci-dessus) qui prévoit ce qui suit :

« Le soumissionnaire doit fournir des renseignements sur trois projets dans le cadre desquels il a fourni les services de ressources professionnelles telles que des concepteurs et architectes (organisation, affaires, information, applications, technologie, transformation des affaires ou Web), des analyses fonctionnelles PGI ou des conseillers en RO afin de créer les éléments suivants :..... »

Veuillez préciser s'il est correct de remplacer le mot « **OU** » (entre les types d'architectes et l'analyste fonctionnel PGI) dans cette phrase comme suit :

*« Le soumissionnaire doit fournir des renseignements sur trois projets dans le cadre desquels il a fourni un architecte-conseil de l'organisation **ou** un architecte d'affaires **ou** un architecte d'information **ou** un architecte d'applications **ou** un architecte de technologie **ou** un architecte de transformation des affaires **ou** un architecte WEB) **ou** un analyste fonctionnel PGI ou un conseiller en RO, afin de créer les éléments suivants : ...*

R11 *Pour chaque projet cité en référence, le soumissionnaire doit avoir fourni un architecte (organisation, affaires, information, applications, technologie, transformation des affaires OU Web) OU un analyste fonctionnel PGI OU un conseiller en RO, ou toutes ces ressources. Oui, les projets cités en référence peuvent comprendre uniquement l'une des catégories d'architectes ou un analyste fonctionnel PGI ou un conseiller en RO, ou toutes ces ressources.*

Q12 Au critère O1, on indique également ce qui suit : Au moins un des projets doit avoir été réalisé pour le compte d'une grande entreprise hétérogène.

Une grande entreprise hétérogène désigne une organisation œuvrant sur de nombreux sites (plus de 20) à l'échelle nationale ou internationale et dotée de vastes effectifs (plus de 75 000 employés) travaillant à offrir une gamme variée de services et de produits (plus de 10).

Pouvez-vous confirmer si un ministère ou organisme du gouvernement du Canada, œuvrant dans plus de 20 sites, comptant plus de 75 000 employés et offrant plus de 10 produits et services est considéré comme une grande entreprise hétérogène?

R12 Voir la réponse R1

Q13 Les employés sont-ils tenus de travailler depuis votre bureau?

R13 Comme il est mentionné à l'article 10.0 - Lieu de travail de l'annexe A - Énoncé des travaux, les ressources travailleront principalement dans les installations du SCT situées à Ottawa (Ontario), Canada.

Q14 Est-ce que les attestations de sécurité sont exigées?

R14 Oui. Veuillez consulter l'article 6.1 - Exigences relatives à la sécurité de la partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences de la demande de soumissions.

Q15 Devrions-nous être en mesure de fournir toutes les catégories de ressource?

R15 Oui.

Q16 Question concernant l'attribution d'un contrat au point 1.2(b)
Étant donné l'ampleur et la nature du contrat (services centrés sur les tâches; 18 catégories de ressource; 18 ressources/année; possibilité de 5 ans), pourquoi le SCT accorde-t-il un seul contrat pour les quatre volets? Le fait d'accorder un seul contrat pourrait limiter la concurrence pour un véhicule contractuel qui pourrait être assez important.

R16 Comme il est indiqué dans la pièce jointe B - Critères d'évaluation des soumissions : À l'heure actuelle, on estime à six le nombre maximal et minimal des ressources énumérées que le soumissionnaire devrait fournir à n'importe quelle étape; pour cette raison, l'État juge qu'un seul contrat est convenable.

Q17 « Nous jugeons que les points de données indiqués dans la définition de « grande entreprise hétérogène » fournie par l'État a pour effet de restreindre le processus de soumission concurrentiel. En règle générale, on entend par « grande entreprise » une entreprise qui compte entre 500 et 1 500 employés. De plus, l'exigence selon laquelle l'entreprise doit œuvrer dans plus de 20 sites pour montrer l'aspect hétérogène de ses activités et celle selon laquelle les organisations citées en référence doivent offrir plus de 10 produits ou services sont excessives. Cette définition est utilisée dans les références des critères obligatoires pour l'évaluation organisationnelle et compte pour 90 des 95 points de chaque critère coté pour l'évaluation des ressources. Ainsi, la note d'évaluation de nombreuses ressources se retrouvera facilement sous le minimum requis de 70 % pour que la soumission soit jugée recevable. Prière de modifier la définition de « grande entreprise hétérogène » comme suit : « Organisation œuvrant sur de nombreux sites à l'échelle nationale ou internationale et dotée de vastes effectifs (plus de 1 000 employés) travaillant à offrir une gamme variée de services et de produits » afin de garantir que l'État obtienne un nombre approprié de soumissions concurrentielles recevables pour évaluer celle qui offre le meilleur rapport qualité-prix.

R17 Voir la réponse R1.

Q18 Pouvez-vous fournir les grilles des critères obligatoires et cotés dans un format DOC?

R18 Seul le document en format PDF est disponible pour la présente demande de soumissions.

Q19 En ce qui concerne la demande de soumissions susmentionnée, l'État pourrait-il fournir une copie Word de la DP?

R19 Voir la réponse R18.

Q20 Au point 1.0 - Critères obligatoires pour l'évaluation organisationnelle à la page 2 de la pièce jointe B - Critères d'évaluation des soumissions, le critère O1 demande aux soumissionnaires de fournir des renseignements sur trois projets.

Au critère O1, on indique que : « Au moins **un** des projets doit avoir été entrepris au cours des 24 derniers mois. ». Nous présumons que cet énoncé a été ajouté afin de veiller à ce que l'un des projets cités soit récent et qu'il n'ait pas été terminé il y a de nombreuses années. Toutefois, nous ne sommes pas d'accord avec l'exigence selon laquelle le projet doit avoir été **entrepris** au cours des 24 derniers mois, particulièrement si ce projet doit répondre à toutes les exigences prévues dans les critères obligatoires et cotés pour l'évaluation organisationnelle. Le projet entrepris dans les 24 derniers mois doit-il répondre à toutes ces exigences? Notre questionnement concerne le terme « entrepris », puisque nous n'avons jamais vu une telle exigence dans une DP. Cela signifierait qu'un

projet qui est toujours en cours, mais qui a débuté il y a quatre ans, ne répondrait pas à cette exigence.

Nous croyons que l'objectif de cette restriction à un projet devrait être « Au moins l'un des projets doit être en cours ». Veuillez confirmer si un projet **en cours**, peu importe sa date de début, pourrait être cité en plus des deux autres projets qui ne sont pas assujettis à une restriction quant à la date de début.

R21 Voir la réponse R6.

Q22 Nous avons demandé des précisions concernant la présente DP et notre capacité de présenter une soumission concurrentielle dans le délai demandé dépend grandement des réponses à ces demandes de précisions. Comme nous n'avons toujours pas reçu les réponses à ces demandes de précisions, l'État pourrait-il étudier la possibilité de reporter la date de clôture de la présente DP de deux semaines, soit au 7 mars, pour donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour préparer leur soumission?

R22 L'État reportera la date de clôture des soumissions au 3 mars 2014.

A LA PAGE 1 - DATE DE CLÔTURE DE LA SOLICITATION:

RETIRER: 21 février, 2014

AJOUTER: 3 mars, 2014

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.